

17 octobre 2013

ÉTATS-UNIS

Fin de l'impasse budgétaire... pour l'instant

Le Congrès a finalement adopté une loi mettant fin à l'impasse budgétaire des dernières semaines que le président a signé. Encore une fois, l'entente a eu lieu à la dernière minute, juste avant la date identifiée par le Trésor américain comme le moment où il aurait épuisé toutes les mesures extraordinaires permettant d'éviter un défaut de paiement, soit aujourd'hui.

Le *shutdown* est donc terminé. Le gouvernement pourra se financer jusqu'au 15 janvier 2014. Ce n'est pas très loin, mais c'est mieux que les dates de novembre et de décembre qui circulaient au cours des derniers jours. Les fonctionnaires retournent travailler aujourd'hui et ils seront payés pour les journées perdues, ce qui atténue les impacts économiques de l'arrêt temporaire des activités gouvernementales.

Le plafond de la dette est suspendu jusqu'au 7 février. Toutefois, le Trésor garde la possibilité d'utiliser des mesures spéciales qui prolongent la période avant d'arriver à un défaut de paiement. Donc, les risques d'un tel événement sont reportés, dans les faits, à quelques mois après le 7 février.

Malgré que ce fut la clé de voûte de la position des républicains de la Chambre des représentants, il n'y a pas de modifications majeures à la réforme de la santé du président Obama. L'entente demande seulement au gouvernement de faire des vérifications plus strictes des revenus des citoyens demandant une subvention pour acquérir une assurance privée.

Un processus impliquant les deux chambres du Congrès pour régler les différends budgétaires se met en place et doit livrer ses conclusions d'ici le 15 décembre. L'entente ne prévoit cependant pas de conséquences à une impasse de ces négociations.

Les républicains de la Chambre n'ont toutefois pas tout perdu. Le niveau de dépenses qui restera en place jusqu'au 15 janvier continue de respecter les coupes automatiques (séquestre) et les plafonds de dépenses issus de l'entente de

2011 sur le plafond de la dette. Ainsi, le niveau des dépenses fédérales se rapproche beaucoup plus des dernières propositions budgétaires républicaines que de celles du président ou des sénateurs démocrates.

Implications : L'entente conclue hier ne change donc pas la situation budgétaire du gouvernement fédéral, mais l'impasse a probablement causé des coûts économiques non négligeables. On peut supposer que la croissance trimestrielle annualisée du PIB réel a été hypothéquée de 0,3 à 0,5 point de pourcentage au quatrième trimestre. Nos plus récents scénarios, tablant sur une progression de 2,2 % du PIB réel à l'automne, incluent déjà cette ponction. Il reste maintenant à voir si l'humeur des ménages, des entreprises et des investisseurs a été affectée plus lourdement et plus longuement qu'appréhendé. L'évolution des prochains indicateurs de confiance *postshutdown* sera particulièrement intéressante à analyser.

Les problèmes politiques et budgétaires du gouvernement américain ne sont évidemment pas réglés. Toutefois, à partir de maintenant, les marchés financiers vont pouvoir se reconcentrer sur la situation économique et financière. Il va d'ailleurs falloir affronter une avalanche d'indicateurs économiques au cours des prochaines semaines, car le calendrier de publication a été passablement perturbé. Il sera important de différencier les effets directs de l'impasse budgétaire de la santé sous-jacente de l'économie. Il faudra sûrement patienter plusieurs semaines avant d'avoir une image claire de la conjoncture économique américaine.

L'impasse budgétaire prouve que la Réserve fédérale (Fed) a eu raison de pécher par prudence en septembre en n'annonçant pas de réduction des achats de titres obligataires. Les effets encore inconnus du *shutdown* et les nouvelles dates butoirs du début de l'année prochaine risquent d'amener la Fed à attendre en mars avant d'amorcer le « tapering ». À court terme, les pressions haussières sur les taux d'intérêt obligataires devraient donc être faibles.

Francis Généreux
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Mathieu D'Anjou
Économiste principal

Benoît P. Durocher
Économiste principal

Francis Généreux
Économiste principal

Jimmy Jean
Économiste principal

Hendrix Vachon
Économiste senior